



**HAL**  
open science

## Le Sommet de la Haye sur la sécurité nucléaire (mai 2014)

Sabine Lavorel

► **To cite this version:**

Sabine Lavorel. Le Sommet de la Haye sur la sécurité nucléaire (mai 2014). Paix et sécurité européenne et internationale, 2015, 2. hal-01978227

**HAL Id: hal-01978227**

**<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-01978227>**

Submitted on 2 Jun 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Le Sommet de la Haye sur la sécurité nucléaire (mai 2014)

S. Lavorel

Maître de Conférences, HDR, Université Pierre Mendès-France, Grenoble, CESICE

(Signalement dans l'index FM 6- 9)

Après avoir évoqué la genèse de ce processus et les précédents sommets, présente le déroulement et les résultats de la Conférence de mai 2014, puis aborde les perspectives d'avenir de ce processus.

After evocation of the genesis of this process and previous summits, presents the development and the results of May 2014 Conference, then take up future prospects of the process

Sommet, sécurité nucléaire, sûreté nucléaire, matériaux nucléaires, uranium, engagements des Etats ; Agence internationale de l'énergie atomique, Etats Unis, Russie

Summit, nuclear security, nuclear materials, uranium, states pledges, International atomic energy agency

## I. Le contexte

(6) Le Sommet de la Haye est le troisième des sommets sur la sécurité nucléaire. Après avoir évoqué la genèse de ce processus et les précédents sommets, on présentera le déroulement et les résultats de la Conférence de mai 2014, avant d'aborder les perspectives d'avenir de ce processus.

Le cycle des Sommets internationaux sur la sécurité nucléaire résulte d'une proposition américaine, formulée par le Président Obama lors de son discours de Prague d'avril 2009. Barack Obama avait alors identifié le terrorisme nucléaire comme l'une des principales menaces pour la sécurité internationale et avait mis en exergue la nécessité de renforcer la coopération interétatique afin de sécuriser les matériaux nucléaires et radioactifs susceptibles d'être utilisés à des fins terroristes.

Le premier Sommet sur la sécurité nucléaire (SSN) s'est tenu à Washington en avril 2010, suivie du Sommet de Séoul en mars 2012. La conférence de La Haye, qui a eu lieu les 24 et 25 mai 2014, était donc le troisième épisode de ce processus intergouvernemental qui associe une cinquantaine d'États parmi ceux possédant la technologie nucléaire civile et/ou militaire.

Les sommets de Washington (SSN 2010) et de Séoul (SSN 2012) étaient déjà parvenus à des résultats encourageants. Si les discussions lors du SSN 2010 avaient été principalement centrées sur les moyens de faire face au risque de détournement de matériaux nucléaires par des groupes terroristes (protection des matériaux nucléaires, prévention de leur trafic illicite, minimisation de l'utilisation d'uranium hautement enrichi dans les industries civiles), celles de 2012 ont été élargies à d'autres sujets d'importance pour la sécurité nucléaire, comme la sécurisation des matériaux radioactifs, la protection des installations utilisant des matériaux nucléaires et/ou radioactifs,

et le lien entre sûreté et sécurité nucléaires. A l'issue de ces deux premiers sommets, les États participants ont adopté des engagements communs voire, pour certains d'entre eux, des engagements renforcés qui, en dépit de leur caractère non obligatoire, reflètent une prise de conscience politique globale de la nécessité de garantir la sécurité nucléaire à court terme.

Le Sommet de La Haye se présentait donc comme l'occasion d'évaluer l'effectivité des engagements pris par les États lors des deux précédentes conférences. L'objectif était également d'inciter les États à conforter leurs engagements, soit en les complétant, soit en accélérant leur mise en œuvre au niveau national. En 2010, Barack Obama s'était donné quatre ans pour parvenir à la sécurisation de l'ensemble des sites et matériaux sensibles ; si cet objectif n'a pas été pleinement atteint dans les délais impartis pour d'évidentes raisons de coûts<sup>1</sup>, le principal enjeu du Sommet de La Haye était précisément d'encourager les États participants à réitérer leur volonté d'y parvenir avant le SSN 2016 de Washington, qui devrait clore ce processus.

(Pour davantage d'informations, voir la Note d'information de S. Lavorel sur Les Sommets sur la sécurité nucléaire)

## II. Déroulement et résultats de la conférence

(7) Alors que les deux premiers SSN se sont déroulés respectivement sur les continents américain et asiatique, il paraissait légitime que le Sommet de 2014 ait lieu en Europe. Les Pays-Bas se sont logiquement proposés pour accueillir cette conférence, en raison de leur engagement spécifique dans le domaine de la sécurité nucléaire<sup>2</sup>.

Le Sommet de La Haye a réuni 53 délégations étatiques, comme lors du précédent sommet de 2012<sup>3</sup>. L'engagement réitéré de ces États, choisis initialement par le gouvernement américain, dans le processus des SSN a permis de parvenir rapidement à un consensus officialisé dans le communiqué final du Sommet, mais la non-participation de plusieurs États possédant un important parc nucléaire ou de nombreux matériaux sensibles – à l'exemple de la Biélorussie, de l'Iran, de la Corée du Nord et de l'Ouzbékistan – soulève néanmoins la question de l'efficacité réelle des décisions prises.

Le premier objectif du SSN 2014 était de **faire le point sur la mise en œuvre effective des engagements pris par les États lors des sommets précédents**. Les rapports d'avancement nationaux (*National Progress Reports*) soumis par les États participants révèlent ainsi les efforts fournis en

---

<sup>1</sup> FANIELLE Sylvain, *Le sommet sur la sécurité nucléaire à la croisée des chemins. Entre doutes et ambitions*, Rapport du GRIP, 2013, p. 19.

<sup>2</sup> Les Pays-Bas ont en effet pris la direction du groupe de travail sur la détection nucléaire dans le cadre de l'Initiative mondiale pour combattre le terrorisme nucléaire (GICNT) ; ils se sont particulièrement illustrés en matière de criminalistique nucléaire, domaine abordé lors du SSN 2012.

<sup>3</sup> [Afrique](#) du Sud, [Algérie](#), [Allemagne](#), [Arabie](#) Saoudite, [Argentine](#), [Arménie](#), [Australie](#), [Azerbaïdjan](#), [Belgique](#), [Brésil](#), [Canada](#), [Chili](#), [Chine](#), [Corée](#) du Sud, [Danemark](#), Égypte, [Espagne](#), [Émirats](#) arabes unis, États-Unis, [Finlande](#), [France](#), [Gabon](#), Géorgie, [Hongrie](#), [Inde](#), Indonésie, [Israël](#), [Italie](#), [Japon](#), [Jordanie](#), [Kazakhstan](#), [Lituanie](#), [Malaisie](#), Maroc, [Mexique](#), [Nigeria](#), [Nouvelle Zélande](#), [Norvège](#), [Pakistan](#), [Pays](#) Bas, [Philippines](#), [Pologne](#), République tchèque, [Roumanie](#), Royaume uni, [Russie](#), [Singapour](#), [Suède](#), [Suisse](#), [Thaïlande](#), [Turquie](#), [Ukraine](#), [Vietnam](#). Quatre organisations étaient également présentes, en tant qu'observateurs : l'AIEA, Interpol, l'ONU et l'Union européenne.

la matière : sur les 28 États qui avaient déclaré en 2010 posséder au moins 1 kg d'uranium hautement enrichi (HEU), 26 ont pris des mesures visant à réduire cette quantité. Depuis 2012, 15 tonnes d'HEU (soit l'équivalent de 500 armes nucléaires) ont été mélangées à de l'uranium faiblement enrichi (LEU), afin d'être utilisées comme combustible dans les centrales nucléaires. Douze États ont annoncé avoir évacué tout HEU de leur territoire<sup>4</sup>, et dix-sept avoir converti ou être en train de convertir plusieurs de leurs réacteurs de recherche. Enfin, la quasi-totalité des États participants ont déclaré avoir révisé, ou être en train de réviser leur législation, en particulier celle relative à la protection physique, au transport et à la manipulation des sources radioactives, afin de se conformer aux lignes directrices internationales de l'AIEA en matière de sécurité nucléaire. A cet égard, le gouvernement indonésien a pris l'initiative de proposer un *Kit de législation nationale de mise en œuvre sur la sécurité nucléaire* visant précisément à faciliter l'intégration des directives internationales dans les ordres juridiques nationaux<sup>5</sup>.

Au-delà de ces résultats particulièrement encourageants, le Sommet de La Haye a été l'occasion pour les 53 États y participant de **prendre de nouveaux engagements**, souvent fonction de leur état d'avancement dans le processus de sécurisation de leurs matériaux sensibles :

- De nouveaux accords ont été conclus pour réduire encore la quantité de matières dangereuses dans le monde, au-delà du seul HEU. Ces accords couvrent ainsi non seulement les matières nucléaires qui peuvent être utilisées pour fabriquer des armes nucléaires (HEU et plutonium) mais aussi d'autres matières radioactives, telles que l'uranium faiblement enrichi, le cobalt-60, le strontium 90 et le césium-137, qui ont des applications médicales, industrielles ou de recherche, mais peuvent également être utilisées pour fabriquer des « bombes sales ».
- Si le communiqué final du Sommet incite les États à se conformer aux Lignes directrices de l'AIEA en matière de sécurité nucléaire, ces directives restent cependant non contraignantes. Trente-cinq États se sont donc engagés à traduire dans leur législation nationale ces Lignes directrices<sup>6</sup>, qui deviendront ainsi obligatoires pour les États concernés, mais aussi pour les entreprises et les centres de recherche ayant des activités sur le territoire de ces États. Les 35 États (dont la France, les États-Unis, le Royaume-Uni et le Japon) permettent également à des experts de l'AIEA d'intervenir sur leur territoire, afin d'évaluer l'efficacité des procédures de sécurité adoptées. Cette initiative n'a toutefois pas fait l'unanimité, plusieurs États disposant d'un stock important de matériaux nucléaires, comme la Russie, la Chine, le Brésil, l'Égypte, l'Inde et le Pakistan, ont refusé cet engagement supplémentaire.
- Le communiqué final insiste également sur le renforcement continu de la coopération internationale et de l'échange d'informations en matière de sécurité nucléaire. Pour la première fois, le communiqué final établit les

---

<sup>4</sup> Allemagne, Autriche, Chili, Hongrie, Libye, Mexique, République tchèque, Roumanie, Serbie, Taiwan, Turquie, Ukraine et Vietnam.

<sup>5</sup> Voir DROBYSZ Sonia, « A new Legal Tool for States: the National Legislation Implementation Kit on Nuclear Security », in MANOVIL Rafael Mariano (ed.), *Nuclear Law in Progress*, Buenos Aires, Legis Argentina S.A., 2015, pp. 569-592.

<sup>6</sup> Voir la Déclaration *Strengthening Nuclear Security Implementation*.

grandes lignes de l'architecture internationale de sécurité nucléaire post-2016 : le rôle central de l'AIEA est affirmé, aux côtés des Nations Unies (notamment du Comité 1540), de l'Initiative mondiale de lutte contre le terrorisme nucléaire (GICNT) et du Partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes (PMG8). La base normative de cette architecture est constituée de la *Convention sur la Protection physique des matériaux nucléaires* (CCPNM) et de son amendement de 2005, des résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies en matière de sécurité nucléaire<sup>7</sup> et des recommandations et lignes directrices de l'AIEA. A ce titre, le communiqué insiste sur la ratification de l'amendement de 2005 à la CCPNM, afin qu'il entre en vigueur dès que possible<sup>8</sup>.

### III. Perspectives

**(8)** Les critiques qui avaient été émises à l'issue du Sommet de Séoul (2012) semblent donc avoir fait long feu : la mise en œuvre des engagements pris lors des sommets précédents est en bonne voie et une ébauche du futur régime de sécurité nucléaire, centré autour de l'AIEA, apparaît progressivement.

Ce constat très positif ne doit cependant pas occulter les sérieuses difficultés auxquelles les États devront faire face d'ici 2016 et par la suite. La première, préoccupante, réside dans les réductions budgétaires d'ores et déjà annoncées par les États-Unis, principaux contributeurs aux activités multilatérales conduites en matière de sécurité nucléaire<sup>9</sup>. La poursuite et l'efficacité de ces activités nécessitent dès lors un effort accru de l'ensemble des États participants au processus. La deuxième difficulté, dirimante, résulte de la détérioration des relations entre les États-Unis et la Russie depuis 2013<sup>10</sup>, qui fait craindre une dégradation de la coopération entre les deux États en matière de non-prolifération et de protection des matières et des installations sensibles. En novembre 2014, le gouvernement russe a annoncé son intention de boycotter la Conférence de Washington de 2016<sup>11</sup>. Si cette défiance de la Russie à l'encontre du processus SSN se confirmait dans les mois à venir, les efforts multilatéraux en matière de sécurité nucléaire perdraient à l'évidence beaucoup de leur sens.

---

<sup>7</sup> Dont les résolutions 1373 (2001), 1540 (2004) et 1977 (2011). -

<sup>8</sup> Entre 2010 et 2014, 19 États participants au SSN ont ratifié l'amendement, et 14 ont déclaré être en train d'adopter la législation nécessaire. Par ailleurs, lors du Sommet de La Haye, 33 États se sont engagés à mettre pleinement en œuvre la résolution 1540 du Conseil de sécurité sur la non-prolifération des armes de destruction massive.

<sup>9</sup> MAITRE Emmanuelle, « Des évolutions à prévoir pour les budgets américains consacrés à la sécurité nucléaire et la non-prolifération », *Observatoire de la Non Prolifération*, n° 93, mai 2014, p. 7.

<sup>10</sup> A cet égard, voir sur ce site, la fiche relative à la crise du désarmement liée au conflit en Ukraine.

<sup>11</sup> REIF Kingston, DAVENPORT Kelsey, « Future of Some U.S.-Russia Work in Doubt », *Arms Control Today*, November 2014 ; REIF Kingston, HORNER Daniel, « Russia Skips Summit Planning Meeting », *Arms Control Today*, December 2014.

## IV. Sources et bibliographie indicative

### (9) Sources

- Communiqué du Sommet de La Haye (25 mars 2014) : [http://nuclearsecuritymatters.belfercenter.org/files/nuclearmatters/files/the\\_hague\\_nuclear\\_security\\_summit\\_communique\\_final.pdf](http://nuclearsecuritymatters.belfercenter.org/files/nuclearmatters/files/the_hague_nuclear_security_summit_communique_final.pdf)
- Nuclear Security Matters (Harvard University / Belfer Center) : <http://nuclearsecuritymatters.belfercenter.org/2014-hague-summit>
- Partnership for Global Security : <http://partnershipforglobalsecurity.org>

### (10). Bibliographie

AIEA, *Glossaire de sûreté de l'AIEA. Terminologie employée en sûreté et radioprotection*, 2007.

AIEA, *Nuclear Security Series Glossary*, Version 1.1 (Draft), May 2014.

DAL Bart, HERBACH Jonathan, LUONGO Kenneth, *The Strengthening Nuclear Security Implementation Initiative : Evolution, Status and Next Steps*, Nuclear Security Governance Expert Group, October 2015 (<https://pgstest.files.wordpress.com/2015/10/nsgeg-snsi-report.pdf>)

DROBYSZ Sonia, « A new Legal Tool for States: the National Legislation Implementation Kit on Nuclear Security », in MANOVIL Rafael Mariano (ed.), *Nuclear Law in Progress*, Buenos Aires, Legis Argentina S.A., 2015, pp. 569-592.

FANIELLE Sylvain, *Le sommet sur la sécurité nucléaire à la croisée des chemins. Entre doutes et ambitions*, Rapport du GRIP, 2013, 40 p.

HIBBS Mark, *The Legacy of the Nuclear Security Summit*, Carnegie Endowment for Peace, March 2012.

LUONGO Kenneth, *Nuclear Security Governance for the 21st Century: Assessment and Action Plan*, USKI Working Paper Series, US-Korea Institute at SAIS, Johns Hopkins University, mars 2012, 26 p.

MAITRE Emmanuelle, « Des évolutions à prévoir pour les budgets américains consacrés à la sécurité nucléaire et la non-prolifération », *Observatoire de la Non- Prolifération*, n° 93, mai 2014, p. 7.

STOIBER Carlton, « Recent Developments in Nuclear Security Law », in MANOVIL Rafael Mariano (ed.), *Nuclear Law in Progress*, Buenos Aires, Legis Argentina S.A., 2015, pp. 505-528.

(établi le 31 octobre 2015)

## Index des repères, des actualités, des faits marquants et des notes d'information

J-F.Guilhaudis

Professeur honoraire, Université de Grenoble 2 Pierre Mendès-  
France

- Accords de garantie AIEA 34
- Accord (va. convention, traité, participation, effectivité, efficacité) 75- 86, 80
- Acteur (s) 5, 6, 7, 8, 12, 14, 24, 50, 75, 88, 90
- Afrique du sud 11, 14
- Agrégat 81
- AGNU Assemblée générale des Nations unies) 5, 6, 15, 16, 17, 26, 27, 47, 48, 54, 75, 79,  
Fm. 4
- AGNU résol. 69<sup>e</sup> session 49 (par thème), 55, 59 (avec vote contre)
- AIEA 4, 33, 34, 45, 81, Fm. 7, 8, 12, 14
- Alliés hors OTAN 13, 57
- Amérique latine 37, 59, Fm. 13
- Anti nucléaire 59, 77, 79
- ANZUS 7
- Apôtres du désarmement 23
- Arabie saoudite 14
- Argentine 64
- Armes nouvelles 48
- ASEAN 37
- Autriche 22, 23, 24, 81
  
- Bombe à neutrons 5
- Brésil 11
- BRICS 11, 13, 58
  
- CARICOM 37
- CD (Conférence du désarmement) 5, 6, 10, 17, 27, 31, 40, 41, 47, 48, 63- 65, 76, Fm. 11
- CEDEAO 37
- CEEAC 37
- CELAC 37, Fm. 13
- Chimique (désarmement) va Conv. interdiction 35
- Chine 4, 10, 11, 15, 64
- CICA 37, 38
- CICR 49, 43, 44
- CIJ 5, 6, 26, 29, 79, Fm. 11
- Coalition pour nouvel ordre du jour 18, 19, Fm. 12
- Coercition 24
- Code de conduite de la Haye (missiles balistiques) 27
- Commission du désarmement 6, 40, 41, 61
- Communauté internationale 6
- Conférence des Etats parties ...zones exemptes d'armes nucléaires (va. ZEAN) 37
- Conférence du désarmement en Europe 8
- Conférence mondiale du désarmement 26
- Conseil de sécurité 9, 10, 14, 15, 24, 26, 28, 34, 35, 45, 52, 53, 78

Conseil de sécurité Résolution 1540, 28, 44, 45, 52, 81  
 Consensus 29, 60, 61, 63, 66, 76  
 Contexte 2, 3, 66, 89  
 Conv. certaines armes classiques, 39, 85 Protoc II 85, Protoc IV 85, Protoc V 39, 85  
 Conv. mines anti personnel 39, 42, 68, 85  
 Conv. protection physique matières nucléaires 45, Fm. 7  
 Convention armes à sous munitions 39, 68, 85  
 Convention interdiction armes biologiques 39, 42, 68, 85  
 Convention interdiction armes chimiques 39, 42, 46, 68, 85  
 Convention ... terrorisme nucléaire 45  
 Corée du Nord 14, 15, 34, 36, 52, Fm. 14  
 Costa Rica 23  
 Course aux armements 3,  
 Course aux armements navals 48  
 Crise du désarmement 3  
 CSCE 5, 7

DDR 45  
 Débat 1, 5, 74- 86  
 Délibération 6  
 Démocratisation 6  
 Dépenses militaires 48  
 Désarmement en Europe Fm1  
 Désarmement général et complet 48  
 Désarmement nucléaire (voir TICEN, essais nucléaires, prolifération, TNP, ZEAN...) 27,  
 29, 50, 66  
 Diplomatie 1, 5, 24, 47, 48, 54, 59, 66, 67, 74-86, 80, 81, 88  
 Discussion 6  
 Document Conf. d'examen TNP 2010, 27  
 Document final SSOD I, 27

E 3 + 3, 9  
 Egalité 6  
 Egypte 14, 81  
 Emergents (pays) 4, 11,  
 Engagement autrichien 23, 24  
 Entreprises d'armements 5, 45, 46  
 Entrée en vigueur 80  
 Effectivité 80,  
 Efficacité 80  
 Espace 4, 64, 69  
 Essais nucléaires 84  
 Etat (profil, situation, position, rôle) 54  
 Etat acteur 6- 24,  
 Etat conscience 23, 85  
 Etats dotés (va. grandes puissances, P 5) 85  
 Etats non dotés (va prolifération, TNP) 85, Fm. 11- 14  
 Etats-Unis 3, 4, 5, 10, 14, 15, 35, 36, 64, 83, 86, Fm. 2, 3, 6  
 Exécutif 26



FCE 3, 4, 10, 37, 81, 82  
FNI/ INF 4, 5, 81, 83, Fm 2, 11  
Forum 12, 27, 51- 73, 81, 88, 92  
Forum du Pacifique 37  
France 10, 56

G 7, 10,  
G 8, 10,  
Garanties de sécurité 4, 15, Fm. 4, 11  
Gorbatchev 3  
Grandes puissances (va. P Cinq) 5, 6, 9, 50, 52, 88  
Groupe africain 16  
Groupe arabe 16, 59  
Groupe Australie 14, 15  
Groupe des 21 17  
Groupe des Dix de Vienne 20  
Groupe des fournisseurs nucléaires 5, 12, 13  
Groupe de travail... négociations sur le désarmement nucléaire 77  
Groupe d'experts gouvernementaux... production de matières fissiles 77  
Groupe pour la levée de l'état d'alerte 21  
Groupes d'Etats 5- 13,  
Groupes de fournisseurs 12, 13  
Guerre froide 3, 5, 7, 14, 17, 26, 59  
Hémisphère sud et zones adjacentes 37  
Histoire du désarmement (va. guerre froide) 3, 5, 7

ICAN Fm. 12  
ICBL- CMC 43, 44  
IDS 3  
IESD 56  
Iles Marshall 29  
Impact humanitaire des armes nucléaires 18, 22, 23, 27, 71, 72, 76, 77, 79, 88, Fm. 12  
Inde 11, 14, 15  
Initiative humanitaire 22, Fm. 12  
Initiative pour la non prolifération et le désarmement 18  
Institutions internationales 25, 32, 33, 80  
Interdiction d'emploi armes nucléaires 79  
Interdiction des armes nucléaires 81, 87  
*International Partnership for Nuclear Disarmament Verification*, 77  
IPPNW 44  
Irak 14, 15, 34  
Iran 14, 15, 34, 52, Fm. 14  
Israël 14, 15, 17, 34

Journée internationale pour l'élimination des armes nucléaires, 17

Législation 27  
Malaisie 23  
Matières fissiles 4, 77, Fm. 11  
MBFR 3, 7, 8

Mémorandum de Budapest 15, Fm. 4  
Mer de Chine 50  
Mesures de confiance et de sécurité 48  
Mexique 23  
Moment 2, 3, 89  
Monde exempt d'AN (va. ZEAN) 1, 19  
Mongolie Fm 13  
Mouvement de paix 5  
Moyen Orient 17, 27, Fm. 13  
MTCR 12, 13, Fm. 3

Négociation 6, 66, 75, 76, 88  
Neutres et Non alignés (européens) 7, 8, 56  
New START Fm 3  
Nouvelle Zélande 22, 23  
Nobel (prix) 34, 35, 40, 44  
Non alignés 7, 8, 14, 16, 17, 26, 59  
Normatif 26, 27

OCCAR 56  
Occidentaux 4, 5, 7, 10, 14, 59  
Océan indien 79  
Organisation de coopération de Shangai 38  
OIAC 35  
OMS 33  
ONG 1, 5, 40  
ONU (va AGNU, Conseil de sécurité) 26  
OPANAL 37, Fm. 13  
Open Skies 10, 37, Fm 2  
Opérations de paix 52  
Opinion publique 1, 5, 40  
Organisations internationales 5, 25- 38, 80  
OSCE 37, 38  
OTAN 3, 5, 8, 10, 13, 19, 20, 37, 56, 83, Fm 2  
OTICE 36  
OTSC 37

P 5 + un, 9  
P Cinq, 5, 9, 10, 11, 24, 50, 52, 78, 79, Fm. 11, 12  
Pacte de Varsovie 3, 5, 7, 8, 56  
Pakistan 11, 14  
Participation aux traités 23, 80, 86  
Partenariat mondial du G 8 contre la prolifération..., 10  
Position 8, 56- 59  
Première Commission (AGNU) 6, 27  
Principes 27, 75  
Programme d'action ALPC 45, 46  
Prolifération 17, 28, 52, 53, 88  
Protocole additionnel AIEA 34  
Protocole de 1925, 27

PSDC (UE) 55, 56  
Pugwash 40, 44, 40, 41, 49  
Puissances montantes (v. émergents) 11  
Puissances nucléaires (voir aussi grandes puissances, P Cinq, Etats dotés) 85

Questions 88, 91, posées (47, 48), soulevées (47, 48), traitées (47, 48), oubliées (47, 48, 50, 76)

Reaching critical will 41  
Reagan 3,  
Rebus sic stantibus 3,  
Recherche & développement 48  
Régime 6,  
Régimes d'exportation 12, 13  
Registre des armes classiques 45  
Résolutions v. Conseil de sécurité et AGNU  
Résultat (de la diplomatie et du « débat ») 87, 88, 94  
Rôle 10  
Royaume Uni 56  
Rubicon nucléaire 11, 14  
Russie 3, 4, 15, 17, 35, 59, 64, 82, 83, Fm 2, 3

Sanctions 14, 15, 78, 80  
Secrétaire général (ONU) 26, 30  
Sécurité nucléaire (conférences/ sommets sur la) 34, 73, Inf. 7, 1- 9, Fm. 3, Fm. 6-9, 14  
Session spéciale (AGNU) 27, 60  
Situation 10  
Six Party Talks 9,  
Société civile 5, 27, 63, 77, 85, 88  
Suède 81  
Sûreté nucléaire 45, Fm. 14  
Syrie 14, 15, 35, 52, Fm. 14

TCA (Traité sur le commerce des armes) 4, 25, 69, 85, 86, Inf. 6, 1- 5,  
Terroristes 5, 45, 52, 53  
TICEN 6, 36, 69, 80, 84, Fm. 11  
TNP 6, 10, 11, 17, 18, 19, 20, 22, 25, 34, 66, 68, 81, Fm. 3  
TNP 9<sup>e</sup> conférence 4, 17- 20, 39, 81, Fm. 10- 14  
Trafiquants 5, 45  
Traité ENMOD 39, 68  
Traité de Tlatelolco 80  
Traité Espace (va espace) 69  
Traité sur le fond des mers 39, 68  
Traités de désarmement 27  
UE (union européenne) 10, 13, 20, 55, 56  
Ukraine 4, 10, 15, 38, 50, 52, Fm 1-5, 11  
UNASUR 37, Fm. 13  
Universalisation 6  
URSS 2, 7, 14, 16, Fm. 4  
Utilisations pacifiques (de l'énergie nucléaire) Fm. 14

Vedettes 16, 23

Wassenaar (arrangement de) 12, 13

Zangger (Comité) 12, 13

Zone de paix 37, 79, Fm. 13

Zone exempte d'armes de destruction massive 17, 27

Zones exempte d'armes nucléaires 27, 79, Fm. 13